****

**Consultation du panel PME sur les informations non financières**

**Informations générales sur la directive relative à la publication d’informations non financières**

La [directive relative à la publication d’informations non financières](https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX:32014L0095) impose à certaines grandes entreprises d’inclure une déclaration non financière dans le cadre de leurs obligations en matière d’établissement de rapports annuels publics.

La directive relative à la publication d’informations non financières met en avant quatre questions liées à la durabilité:

* l’environnement,
* les questions sociales et celles concernant le personnel,
* les droits de l’homme, et
* la corruption.

En ce qui concerne ces questions, la directive oblige les entreprises à communiquer des informations sur leur modèle commercial, les politiques qu’elles appliquent (y compris les procédures de diligence raisonnable), les résultats de ces politiques, les risques et la gestion des risques, ainsi que les indicateurs clés de performance concernant leurs activités. Elle ne prévoit pas ni n’exige l’utilisation d’une norme ou d’un cadre en matière de communication d’informations non financières, et n’impose pas non plus d’obligations d’informations détaillées, telles que des listes d’indicateurs par secteur.

**Contexte actuel**

Les besoins des utilisateurs, en particulier de la communauté d’investisseurs, concernant les informations non financières augmentent très sensiblement et très rapidement. La demande d’informations de meilleure qualité fournies par les entreprises susceptibles de recevoir des investissements découle en partie du besoin des investisseurs de mieux comprendre les risques financiers résultant des crises de durabilité auxquelles nous sommes confrontés et en partie du nombre croissant de produits financiers qui visent activement à résoudre les problèmes environnementaux et sociaux. En outre, les banques et les autres institutions du secteur financier sont de plus en plus souvent légalement tenues de communiquer certaines informations concernant les incidences de leurs investissements sur la société et l’environnement.

Les informations non financières actuellement communiquées par les entreprises ne répondent pas de manière adéquate aux besoins des utilisateurs ciblés. En particulier, ces informations ne sont pas suffisamment comparables, fiables ou complètes. Par ailleurs, les entreprises sont dans l’incertitude et rencontrent des difficultés lorsqu’il s’agit de déterminer quelles informations non financières elles doivent communiquer, mais aussi en ce qui concerne les modalités pratiques de cette communication.

Pour ces raisons, la Commission européenne a l’intention d’élaborer une proposition de révision de la directive relative à la publication d’informations non financières. L’objectif de ce questionnaire est de recueillir le point de vue des PME sur cette question.

**Quelles entreprises sont tenues de communiquer des données environnementales et sociales**

La directive relative à la publication d’informations non financières s’applique actuellement aux grandes entités d’intérêt public (EIP) comptant plus de 500 salariés. Dans la pratique, il s’agit de grandes entreprises dont les titres sont cotés sur des marchés réglementés de l’UE, de grandes banques (cotées ou non) et de grandes compagnies d’assurances (cotées ou non), pour autant qu’elles emploient plus de 500 personnes.

La directive comptable définit les «grandes» sociétés comme étant celles qui dépassent les limites chiffrées d’au moins deux des trois critères suivants:

a) total du bilan: 20 000 000 EUR;

b) chiffre d’affaires net: 40 000 000 EUR;

c) nombre moyen de salariés au cours de l’exercice: 250.

Le Danemark et la Suède ont tous deux décidé d’abaisser le seuil à 250 salariés, ce qui revient à englober toutes les grandes entités d’intérêt public.

Les entreprises qui relèvent du champ d’application de la directive relative à la publication d’informations non financières doivent communiquer les informations pertinentes concernant leur chaîne d’approvisionnement. Par conséquent, même si elles ne relèvent pas directement du champ d’application de la directive relative à la publication d’informations non financières, certaines PME peuvent être tenues de fournir certaines informations non financières aux grandes entreprises auxquelles elles fournissent des biens ou des services.

En outre, les banques et les autres établissements financiers sont de plus en plus susceptibles de demander à leurs clients professionnels, y compris aux PME, certaines informations sociales et environnementales. À partir de 2021, les fonds d’investissement, les banques et les compagnies d’assurances ainsi que les conseillers financiers devront communiquer des informations sur la manière dont les fonds privés sont investis sur le plan des incidences environnementales, sociales et de gouvernance. Cela pourrait avoir un effet sur le niveau des investissements dans les entreprises qui ne divulguent pas ce type d’informations. Dès lors, les entreprises qui souhaiteraient attirer des capitaux pourraient être amenées à envisager de communiquer des informations environnementales et sociales. Par ailleurs, de nouvelles possibilités s’offriront aux entreprises qui disposent de modèles commerciaux durables et qui font preuve de transparence quant aux conséquences de leurs activités sur l’environnement et la société.

**Objectif du questionnaire**

Vos informations aideront la Commission européenne à évaluer l’incidence des obligations juridiques imposées aux grandes entreprises et à leur chaîne d’approvisionnement. Votre contribution permettra à la Commission européenne d’estimer les coûts supportés par les PME pour répondre aux demandes d’informations sociales et environnementales émanant de grandes entreprises auxquelles elles fournissent des biens ou des services, ainsi qu’aux demandes émanant d’établissements financiers. La Commission européenne utilisera les informations recueillies lorsqu’elle se penchera sur une éventuelle révision des exigences en matière de communication d’informations sociales et environnementales prévues par la directive relative à la publication d’informations non financières.

**Questions relatives au répondant**

**Questions relatives aux répondants:**

**Question nº 1**

Pays – siège social ou pays dans lequel vous exercez principalement vos activités: \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**Question nº 2**

**Veuillez fournir des informations sur le nombre moyen de salariés, le chiffre d’affaires net et le total du bilan de votre entreprise.**

**Veuillez choisir parmi les fourchettes suivantes (telles que prévues par la directive comptable):**

|  |  |
| --- | --- |
| 1. Nombre moyen de salariés au cours de l’exercice:
	1. jusqu’à 10
	2. entre 11 et 50
	3. entre 51 et 250
	4. plus de 250
 |  |
| 1. chiffre d’affaires net
	1. jusqu’à 700 000 EUR
	2. entre 700 001 et 8 000 000 EUR
	3. entre 8 000 001 et 40 000 000 EUR
	4. plus de 40 000 000 EUR
2. total du bilan
	1. jusqu’à 350 000 EUR
	2. entre 350 001 et 4 000 000 EUR
	3. entre 4 000 001 et 20 000 000 EUR
	4. plus de 20 000 000 EUR
 |  |

**Question nº 3**

Votre entreprise est-elle cotée sur un marché réglementé (bourse, par exemple)?

1. Oui
2. Non

**Question nº 4** Veuillez choisir le domaine de votre activité:

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | Codes NACE – Espace économique |  X |
| A  | Agriculture, sylviculture et pêche  |  |
| B  | Industries extractives  |  |
| C  | Industrie manufacturière  |  |
| D  | Production et distribution d’électricité, de gaz, de vapeur et d’air conditionné  |  |
| E  | Production et distribution d'eau; assainissement, gestion des déchets et dépollution  |  |
| F  | Construction  |  |
| G  | Commerce de gros et de détail; réparation d’automobiles et de motocycles  |  |
| H  | Transports et entreposage  |  |
| I  | Hébergement et restauration  |  |
| J  | Information et communication  |  |
| K  | Activités financières et d’assurance  |  |
| L  | Activités immobilières  |  |
| M  | Activités spécialisées, scientifiques et techniques  |  |
| N  | Activités de services administratifs et de soutien  |  |
| O  | Administration publique et défense; sécurité sociale obligatoire  |  |
| P  | Enseignement  |  |
| Q  | Santé humaine et action sociale  |  |
| R  | Arts, spectacles et activités récréatives  |  |
| S  | Autres activités de services  |  |
| T  | Activités des ménages en tant qu’employeurs; activités indifférenciées des ménages en tant que producteurs de biens et services pour usage propre  |  |

**Questions relatives aux informations sociales et environnementales**

**Question nº 5**

*Veuillez noter que cette question porte sur la collecte d’informations sociales et environnementales, et non sur la communication ou la publication de ces informations.*

Certaines entreprises collectent des informations sociales et environnementales concernant leurs activités. Elles peuvent collecter de telles informations parce que celles-ci sont utiles pour leur propre gestion ou parce qu’elles sont tenues de le faire en vertu de la loi, ou parce que leurs clients ou partenaires commerciaux souhaitent disposer de ces informations.

Votre entreprise collecte-t-elle des données sur:

* 1. sa consommation d’énergie Oui Non
	2. ses émissions de carbone Oui Non
	3. sa consommation en eau Oui Non
	4. sa consommation concernant d’autres ressources Oui Non
	5. les déchets qu’elle produit Oui Non
	6. la pollution qu’elle génère Oui Non
	7. la proportion de femmes et d’hommes parmi le personnel Oui Non
	8. la différence de salaire entre les hommes et les femmes Oui Non
	9. la formation des salariés Oui Non
	10. les accidents et/ou les congés de maladie Oui Non
	11. d’autres sujets Oui Non
	12. Si la réponse est «d’autres sujets», veuillez préciser**:**

**Question nº 6**

Certaines entreprises partagent des informations sociales et environnementales sur leur site web. Il peut s’agir d’un texte publié sur une page web ou d’un lien sur la page web qui renvoie vers un rapport ou une déclaration de l’entreprise plus détaillé(e). Laquelle des affirmations suivantes décrit le mieux la façon d’agir de votre entreprise?

1. Nous ne faisons pas référence sur notre site web à nos politiques ou résultats en ce qui concerne les questions sociales et environnementales.
2. Nous faisons une déclaration générale portant sur notre engagement en matière de questions sociales et environnementales sur notre site web, mais nous ne publions aucune information détaillée.
3. Nous publions certaines informations sociales et environnementales détaillées concernant nos activités [il peut s’agir d’un rapport ou d’une déclaration détaillé(e)].
4. Notre entreprise n’a pas de site web.

**Question nº 7**

Certaines entreprises partagent des informations sociales et environnementales au moyen des médias sociaux. À quelle fréquence votre entreprise partage-t-elle des informations sociales et environnementales par l’intermédiaire des médias sociaux?

1. Jamais
2. Parfois
3. Souvent

**Question nº 8**

Votre entreprise fournit-elle régulièrement des biens ou des services directement à une entreprise de taille plus grande (une entreprise comptant plus de 250 salariés)?

1. Oui
2. Non

**Question nº 9**

Votre entreprise a-t-elle déjà reçu une demande d’informations sociales ou environnementales de la part:

d’une banque lors de discussions portant sur un prêt Oui Non

d’une compagnie d’assurances Oui Non

d’un autre établissement financier lors de discussions portant sur
un financement extérieur Oui Non

d’une entreprise à laquelle vous fournissez des services ou des biens Oui Non

d’une administration publique dans le cadre d’une demande
de fonds publics ou de garanties Oui Non

d’une organisation non gouvernementale (par exemple, dans le cadre
d’une campagne concernant l’environnement) Oui Non

dans d’autres circonstances?\* Oui Non

\* Veuillez indiquer de quelles circonstances il s’agit:

**Question nº 10**
Si vous avez répondu «oui» à au moins l’une des options décrites à la question nº 9 ou si vous partagez des informations sociales et environnementales concernant vos activités (par exemple, sur le site web), veuillez estimer la durée totale, *par mois*, que les employés de votre entreprise passent à répondre à de telles demandes d’informations. Veuillez prendre en compte dans vos calculs le temps passé par vos employés à collecter des informations sociales et environnementales et, le cas échéant, à préparer un rapport ou d’autres documents contenant des informations sociales et environnementales.

Veuillez exprimer votre réponse en jours-personnes par mois.

Exemples:

* Un employé consacre 0,2 jour ouvrable par mois. Réponse = 0,2 jour-personne par mois.
* Deux employés consacrent chacun environ 0,5 jour ouvrable par mois. Réponse = 2 employés x 0,5 jour = 1 jour-personne par mois.
* Un employé consacre 0,25 jour ouvrable par mois et deux employés consacrent 0,1 jour ouvrable par mois. Réponse = 1 employé x 0,25 + 2 employés x 0,1 jour par mois = 0,45 jour-personne par mois.

Réponses – veuillez choisir:

1. Moins de 0,1 jour-personne par mois.
2. Entre 0,1 et 0,25 jour-personne par mois.
3. Entre 0,26 et 0,5 jour-personne par mois.
4. Entre 0,6 et 1 jour-personne par mois.
5. Entre 1 et 2 jours-personnes par mois.
6. Entre 2 et 5 jours-personnes par mois.
7. Plus de 5 jours-personnes par mois.

**Question nº 11**

Votre entreprise est-elle parfois amenée à demander à ses partenaires commerciaux, en particulier ses fournisseurs, des informations sociales et environnementales?

1. Oui
2. Non
3. Je ne sais pas

**Question nº 12**

Certaines personnes ont suggéré qu’une norme simplifiée en matière de communication d’informations pourrait aider les PME à répondre aux demandes d’informations sociales et environnementales émanant de partenaires commerciaux, de banques ou autres. L’idée serait que les PME puissent préparer un seul ensemble d’informations sociales et environnementales au lieu de devoir répondre à diverses demandes sollicitant chacune des informations légèrement différentes.

Laquelle des affirmations suivantes décrit le mieux votre préférence à ce sujet?

1. Il n’est pas nécessaire de disposer d’une norme en matière de communication d’informations, qui ne ferait qu’augmenter la charge administrative.
2. Nous serions favorables à l’élaboration d’une norme simplifiée sur les modalités de communication d’informations sociales et environnementales, qui pourrait être utilisée sur une base volontaire.
3. Nous serions favorables à l’élaboration d’une norme simplifiée sur les modalités de communication d’informations sociales et environnementales, dont l’utilisation serait rendue obligatoire pour nous et les entreprises de taille similaire.

**Question nº 13**

Veuillez faire part de vos commentaires pour ce qui est du partage ou de la communication d’informations sociales et environnementales concernant votre entreprise:

**Nous vous remercions d’avoir répondu à cette enquête.**

**Merci de renvoyer le document avant le 23 avril 2020 à**

**Jean-Philippe Mergen, Directeur Internationalisation Enterprise Europe Brussels**

**E-mail :** jpm@beci.be

**Tel : 02 210 01 77 – Fax : 02 640 93 28**

**BECI, Chambre de Commerce de Bruxelles – Avenue Louise, 500 – 1050 Bruxelles**

 